

# Grenoble : plus de 130 policiers demandent une rupture conventionnelle

Ils entendent protester contre le «lâchage» présidentiel de la police.

Par Le Figaro avec AFP  
Publié il y a 4 heures,  
Mis à jour il y a 2 heures

Les demandes de ruptures conventionnelles de 132 policiers grenoblois, qui entendent protester contre le «lâchage» présidentiel de la police, ont été déposées lundi 14 décembre en préfecture, a constaté une journaliste de l'AFP.

*«Il faut que le préfet fasse remonter l'exaspération de tous mes collègues isérois, mais aussi de tous les policiers en France», a déclaré à la presse le secrétaire départemental du syndicat Alliance, Yannick Biancheri, en présence d'une trentaine de policiers en tenue venus soutenir l'action. Dans son interview à Brut, «le Président de la République a clairement lâché sa police pour cautionner une minorité (...) pour aller chercher des voix qu'il n'a pas, c'est scandaleux !», a dénoncé M. Biancheri avant son rendez-vous avec le préfet.*

Sur 523 policiers isérois, *«132 de Grenoble ont écrit leur rapport de rupture»,* selon M. Biancheri, qui ajoute n'avoir pas eu le temps de collecter la *«trentaine de demandes de rupture de Vienne», la «dizaine de Bourgoin-Jallieu» et «la dizaine de Voiron»,* soit 182 au total représentant un tiers de l'effectif. *«Ça gronde, ce n'est que la partie émergée de l'iceberg, il y en a aussi à Lyon, dans la Loire, on nous demande comment faire à Bayonne»,* a assuré le syndicaliste.

Interrogé sur le caractère symbolique ou non de ces demandes, le responsable d'Alliance a indiqué: *«tout dépend de la réponse du président». «J'espère qu'il prendra des gestes forts pour protéger sa police en donnant le floutage sur les images vidéo - on ne demande pas qu'il n'y ait pas de vidéos -, une protection fonctionnelle, une peine minimale pour tout agresseur de policier et la création de l'Observatoire de la réponse pénale pour que tout le monde puisse voir la peine encourue, prononcée et réellement effectuée»,* a-t-il énuméré.

*«Il y a des métiers mieux payés et moins risqués, cette action va peut-être faire boule de neige»,* a ajouté M. Biancheri, dont le syndicat est opposé à la proposition d'un*«Beauvau de la sécurité»* convoqué pour janvier par le président Emmanuel Macron.

La direction départementale de la sécurité publique (DDSP) de l'Isère, a confirmé à l'AFP que la hiérarchie avait été «informée» mais que les demandes de ruptures conventionnelles allaient être directement déposées en préfecture.

---

**À VOIR AUSSI - «La police n'est pas violente et n'est pas raciste», déclare Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale**